

## **AVIS DEFAVORABLE**

### **Association Paysages & Patrimoine en Haute-Saône**

Numéro association W 702009472

9 rue des Pierres Blanches

70120 Tincey et Pontrebeau

Nadine Rietsch

Présidente

Messieurs les membres de la Commission  
d'Enquête,

Monsieur Eric Keller, Président  
Monsieur Jean-Francis Roth, Titulaire  
Monsieur Serge Bianconi, Titulaire

Notre association a pour objet de :

« -Conserver l'esprit des lieux et lutter contre l'implantation anarchique et abusive de parcs éoliens pouvant dénaturer le paysage, porter atteinte à la qualité de vie et à la santé de ses habitants, nuire à la biodiversité et hypothéquer la valeur de son patrimoine immobilier.

-Aider à la connaissance, la protection et l'amélioration du milieu naturel et du cadre de vie.

-Préserver dans le département de la Haute-Saône, le caractère rural et champêtre de ses paysages et de son patrimoine architectural.

-Préserver les atouts environnementaux et touristiques de ce territoire.

-Lutter contre les pollutions de l'air, de l'eau, des sols et des sous-sols.

-Veiller au respect de toutes les espèces végétales et animales

-Préserver le droit de vivre dans un environnement sain et sans nuisances. »

**Aussi nous avons l'honneur de déposer un AVIS NEGATIF à ce projet industriel éolien dans les forêts de Roche et Raucourt.**

Notre opposition s'appuie sur les éléments qui suivent et que nous rappelons à votre connaissance.

**1) L'enquête publique...**

L'article 123-2 du Code de l'Environnement soumet les projets éoliens à une enquête publique dès l'instant qu'ils sont susceptibles d'avoir des effets notables sur la santé humaine et l'environnement.

*« I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :*

*1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 [...] »*

L'article 123-2 indique encore :

*« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision. »*

La procédure d'enquête publique est régie aux articles L. 123-3 à L. 123-8, ainsi qu'aux articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.

Depuis environ 3 semaines et l'ouverture de l'enquête « publique », une quinzaine de contributions ont été déposées sur le registre dématérialisé.

Comment peut-on dès lors « enquêter auprès du public » en l'absence réelle de public ?

Au regard de cette très faible participation, on peut sérieusement remettre en doute la visibilité de l'évènement et l'information qui a été donnée aux populations concernées.

Comment pourrait-on prendre véritablement en compte l'intérêt des populations quand ces populations n'ont pas suffisamment reçu d'informations pour pouvoir participer à cette proposition « démocratique » ?

Dans la dernière enquête publique de Dampierre sur Salon, pour un projet de 8 éoliennes de 230 mètres, une habitante a également souligné le manque de publicité et d'information donnée pour un projet d'une telle incidence. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Quelle a été l'action des services publics pour pallier ce grave manquement ? A part se réfugier derrière des procédures...

<https://www.estrepublicain.fr/environnement/2023/10/18/projet-eolien-a-dampierre-sur-salon-larret-fouvent-saint-andoche-encore-quelques-jours-pour-participer-a-l-enquete-publique>

Par ailleurs, quand on observe les conclusions d'enquêtes précédentes sur des projets éoliens dans le secteur, on ne peut manquer d'être extrêmement surpris des conclusions qui y sont données.

Ainsi pour l'enquête publique de Dampierre sur Salon, 129 contributions ont effectivement été déposées pour l'ensemble de la procédure. 122 contributions étaient opposées à ce projet industriel éolien.

**Seules 2 contributions y étaient favorables...et les commissaires enquêteurs ont remis un AVIS FAVORABLE !**

Comment peut-on alors nous assurer que les « intérêts des tiers » ont bien été pris en compte ?

Quelle conclusion nous faut-il tirer à notre tour des avis rendus par les commissaires enquêteurs ? Difficile de croire au respect des valeurs démocratiques quand on regarde les résultats de l'enquête de Dampierre sur Salon.

La tentation est grande de penser plutôt que d'autres « intérêts » ont été pris en compte au détriment des populations interrogées. Ce qui serait un scandale et pourrait entacher d'irrecevabilité les conclusions d'une telle « enquête ».

## **2) Conformité du projet**

Comme le rappelle la MRAE:

*« ...En application du Code de l'environnement<sup>2</sup>, le présent projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale. La démarche d'évaluation environnementale consiste à prendre en compte l'environnement tout au long de la conception du projet. Elle doit être proportionnée à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet et à l'importance des impacts de ce dernier. »*

« ...L'avis vise à contribuer à l'amélioration du projet et à éclairer le public, il constitue un des éléments pris en compte dans la décision d'autorisation. »

**« La MRAe recommande principalement , sur la qualité du dossier d'étude d'impact et sur la prise en compte de l'environnement, d'étudier impérativement des scénarios de sites alternatifs, a minima à l'échelle intercommunale, en comparant leurs impacts sur l'environnement et en recherchant un éloignement des forêts et des lisières boisées, le projet présenté étant à l'encontre des préconisations européennes et françaises notamment vis-à-vis de la protection des chauves-souris et par ailleurs très impactant pour le paysage au regard notamment des effets cumulés. »**

Ses conclusions sont limpides et on ne saurait être plus clair !

Il ne s'agit pas moins que de reconsidérer l'implantation de ce projet industriel. Ou pour le dire autrement : « Circulez, il n'y a rien à voir ! »

La MRAE n'hésite pas à qualifier ce projet d' « **opportunité foncière** ».

Nous apprécions la qualification de ce projet à sa juste mesure. Où sont passées les enjeux de production d'électricité ou d'écologie ?

Il semblerait que la Mission régionale elle-même soit lucide et nous nous réjouissons qu'elle défende justement les valeurs qui font défaut aux promoteurs de tout poil. Dont acte.

Mais nous découvrons encore que :

*« La zone d'implantation du projet (ZIP), d'une superficie de 282,3 ha, est intégralement située dans le bois communal de Roche-et-Raucourt, occupé majoritairement par des feuillus (hêtres et chênes). La mise en œuvre du projet nécessitera un défrichement de 2,8 ha ainsi qu'un déboisement de 1,7 ha, soit un total d'environ 4,5 ha de surface boisée impactée. »*

La forêt communale de Roche et Raucourt présente une surface totale de 297.84 ha.  
(<https://www.onf.fr/++amgt++A031202B/++zfiles++13c9f18c>)

L'arrêté Préfectoral d'aménagement no 70.2018.07.23.005 précise à l'Article 1<sup>er</sup> :

(<https://www.onf.fr/++amgt++A031202B/++zfiles++15af0599>)

**« La forêt communale de Roche et Raucourt (Haute-Saône) d'une contenance de 297.85 ha est affectée prioritairement à la fonction de production ligneuse et à la fonction**

**écologique**, tout en assurant sa fonction sociale et de protection physique, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle. »

L'Article 3 précise la durée d'action du même arrêté à 20 ans soit jusqu'à 2037.

Il apparaît donc que ce projet industriel va à l'encontre de l'arrêté d'aménagement signé pour le Préfet de la région Bourgogne Franche Comté, par Monsieur Olivier Chappaz, Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et par subdélégation, chef du service régional de la Forêt et du Bois.

Si l'on considère encore que la surface globale de la forêt de Roche et Raucourt est de 297.84 ha et que la ZIP du projet éolien serait de 282.3 ha, ce ne sont pas moins de 95 % de la forêt communale qui sont « annexés » et près de 5 ha de surface boisée détruite complètement pour y implanter des mats de 230 mètres au nom de « l'écologie ».

Les forêts dans une commune représentent souvent une grande richesse voire parfois la seule. Comment les responsables municipaux peuvent-ils brader à ce point l'héritage de siècles d'aménagement et de soin ? Les hommes ont-ils perdu le sens des véritables valeurs pour ne plus respecter que ce qui est « rentable » ?

**Nous savons aussi que la commune de Roche et Raucourt appartient au Schéma de Cohérence Territoriale (Scot) du pays Graylois.**

<https://www.pays-graylois.fr/ged/telechargements/scot-urbanisme/les-documents-du-scot/1-scot-graylois-resume-non-technique-version-approuvee-91221.pdf>

Le SCOT déplore près de 350 hectares artificialisés entre 2003 et 2015.

Les terres agricoles pas plus que les forêts n'ont vocation à devenir des espaces industriels.

Or le document précise :

A la p.12 :

« Réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers... »

A la p.13 :

« ...paysage ouvert entraînant un fort impact paysager des constructions... »

« ...Considérer le patrimoine comme élément majeur du cadre de vie sur l'ensemble du territoire. »

« Valoriser la diversité des paysages par les itinéraires de découverte... »

A la p.20 :

*« Considérer le positionnement des ICPE dans les choix d'urbanisation afin de ne pas exposer de nouvelles populations. »*

A la p.25 :

*« ...encadrement du développement de l'éolien pour préserver les qualités paysagères du Pays. »*

A la p.32 :

***« ...inconstructibilité des réservoirs de biodiversité(TVB) est affirmée y compris pour l'exploitation d'éoliennes. »***

*« ...le DOO protège notamment les espaces agricoles ainsi que les espaces naturels remarquables et ordinaires garants de l'identité rurale du territoire graylois... »*

A la p.36 :

*« ...interdiction de l'implantation d'éoliennes dans les zones de covisibilité avec des sites patrimoniaux, sur les lignes de crêtes et dans les couloirs de migration de l'avifaune. »*

Ce projet industriel éolien ne respecte pas non plus les directives de ce document de référence pour l'aménagement du territoire.

### **3) Rentabilité et justification du projet**

*« La puissance totale du parc prévue est de 28 MW. La hauteur maximale en bout de pale serait de 230 m, avec un diamètre de rotor de 162 m, une hauteur de mât de 149 m et une hauteur sous rotor de 68 m. La production annuelle totale du parc éolien est estimée à 53,4 GWh/an, soit la consommation électrique d'environ 11 600 foyers et un évitement estimé à 26 700 tonnes de CO2 selon le dossier. »*

**Nous savons d'après les données du bilan électrique 2024 de RTE que la puissance du parc éolien terrestre a progressé de 5 % mais que la production réelle d'électricité éolienne a reculé de 8 % !**

Le projet éolien de Roche et Raucourt ne fait pas exception au bilan national.

La production estimée du parc n'est que pure hypothèse et ne représente en rien une garantie effective de production. La Commission d'enquête ne peut se fier uniquement sur ce genre d'arguments « commerciaux » dans une des régions les moins ventées de France, pour donner un avis favorable.

La justification de ce projet ne tient pas au regard des conclusions nationales de RTE.

Concernant le raccordement du parc :

*« Le raccordement électrique externe, sous maîtrise d'ouvrage d'ENEDIS, est une composante du projet conformément aux dispositions de l'article R.122-5 du Code de l'environnement. Il est envisagé au poste source de Malvillers, dont la création est prévue dans le S3REnR, avec une hypothèse de tracé par câbles souterrains le long des voies existantes, sur un linéaire de 23,9 km. Au cas où sa mise en œuvre n'aboutirait pas (ou s'il était saturé), le dossier envisage comme solution alternative la création d'un poste de transformation privé, sur lequel aucune précision n'est donnée à ce stade... »*

Or nous pouvons lire selon la DREAL :

**« ...aucun nouveau poste source ne figure en Haute-Saône. La version 1de juillet 2021 soumise à évaluation environnementale et consultation des AODE (autorités organisatrices de la distribution)...confirme cette intention. »**

<https://www.concertation-s3renr-bfc.fr/documents/18.pdf>

<https://www.concertation-s3renr-bfc.fr/accueil>

Comment développer un projet industriel dont l'électricité est l'objet quand il n'y a pas de moyen de l'acheminer ? Et quand un raccordement est « envisagé » et dont la création est « ...prévue dans le S3REnR... » ou dans le « ...cas où sa mise en œuvre n'aboutirait pas (ou s'il était saturé)... » ?

L'autorisation d'exploiter qui pourrait être donnée à ce projet a pour objectif de produire et fournir de l'électricité aux populations de notre Département. L'électricité est une OBLIGATION, pas un accessoire.

#### **La société exploitante n'offre aucune garantie de raccordement de son projet éolien.**

Dans ces conditions, nous réitérons notre avis défavorable au projet éolien de Roche et Raucourt. Le parc éolien ne correspond plus à une réalisation d'intérêt national puisque l'électricité potentiellement produite par le vent ne peut pas être introduite sur le réseau électrique. Les populations ne doivent pas subir les nuisances pour un parc qui n'a pas la possibilité de fonctionner **en l'absence de poste source**.

La Commission d'enquête ne peut pas davantage fournir un chèque en blanc au promoteur et lui accorder son « crédit » alors que son projet industriel n'est pas ficelé.

#### **4) Covisibilité**

Plusieurs projets éoliens d'importance dans la région ont été déboutés en raison de leur impact majeur sur le patrimoine architectural et culturel du château de Ray Sur Saône.

Faut-il rappeler les avis défavorables donnés par la Commission permanente du Conseil Départemental de la Haute-Saône et son président Yves Krattinger, pour les projets éoliens de Mont Saint Léger et Brotte les Ray situés à quelques kilomètres de Roche et Raucourt ?

*« ...Après analyse du dossier, il s'avère que le Château de RAY-SUR-SAONE, propriété du Département depuis le 29 mai 2015, serait impacté par une covisibilité directe avec le parc éolien, celle-ci ayant été particulièrement mise en avant par l'UDAF dans son avis du 3 novembre 2020... »*

**Dans ses arrêtés no 70-2022, le Préfet de Haute-Saône rejetait de même les 2 projets éoliens de Mont Saint Léger et Brotte les Ray.**

Le projet de Roche et Raucourt avec ses éoliennes en plein bois ne fait pas exception et ne peut obtenir de validation ou de conclusions favorables pour les mêmes raisons.

**De manière générale, mais l'on ne peut pas s'abstraire du contexte, le récent vote à l'Assemblée nationale par les Députés d'un moratoire sur le développement, l'instruction, l'autorisation et la mise en service de tout nouveau projet de production d'électricité éolienne, en dit long sur la prise de conscience massive et nationale de l'escroquerie éolienne.**

Ce n'est pas un hasard et vous ne pouvez conclure en conséquence sans tenir compte de ce contexte politique.

Les Députés se sont fait les porte-parole de populations excédées. Il n'y a aucune manœuvre politique mais bien la manifestation publique d'une colère grandissante à l'encontre du lobby éolien qui profite d'un système subventionné dont les citoyens règlent la facture chaque mois.

La hausse de 100% du prix de l'électricité ces dernières années et les faillites spectaculaires de nombreuses entreprises sont le résultat de ces choix « politiques » contraires au bien public.

Messieurs les membres de la Commission d'enquête, vous allez rendre un avis sur ces éléments car le projet de Roche et Raucourt y participe également.

**Notre association fondée entre les habitants des villages alentours donne un avis défavorable à ce projet éolien.**

Nous vous remercions de le prendre en considération.

La Présidente de l'association

Nadine Rietsch